

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
10 août 2012
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 29^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 15 mars 2012, à 10 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Kelapile

Sommaire

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal
2012-2013 (*suite*)

Conditions de voyage en avion (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

12-26479X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (suite)

Conditions de voyage en avion (suite) (A/66/676 et A/66/739)

1. **M. Sach** (Administrateur chargé du Département de la gestion), présentant le rapport du Secrétaire général sur les propositions en vue d'une utilisation plus efficace et rationnelle des ressources allouées aux voyages en avion (A/66/676), dit que le rapport, soumis en réponse à une demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/268, est divisé en huit sections. Les sept premières décrivent les mesures de réforme des conditions de voyage en avion pour les fonctionnaires des Nations Unies; la coordination des questions liées aux voyages en avion à l'échelle du système des Nations Unies; l'utilisation des points de fidélité pour les voyages autorisés; le suivi des dépenses au titre des vols en avion de ligne; la mise en service du module voyage du progiciel de gestion intégrée Umoja et la délégation de pouvoirs en vue de l'octroi de dérogations aux règles relatives aux voyages en avion. La dernière section reprend brièvement les recommandations du Secrétaire général, qui feront l'objet d'un examen par l'Assemblée.

2. Ces recommandations s'appuient sur une réflexion d'ensemble concernant les frais de voyage menée par le Bureau de la gestion des ressources humaines. Plus précisément, s'agissant des points de fidélité, le Secrétaire général recommande une modification de la circulaire régissant les voyages autorisés, de façon à ajouter une nouvelle disposition aux termes de laquelle les fonctionnaires seraient invités à ne pas utiliser pour leurs déplacements privés les points de fidélité accumulés à l'occasion de leurs voyages en mission et seraient encouragés à les utiliser pour leurs déplacements officiels.

3. Le Secrétariat a effectué une étude pour évaluer la possibilité de créer un dispositif officiel permettant l'utilisation des points de fidélité pour les déplacements en mission. L'étude a donné lieu à une comparaison entre les pratiques de l'ONU et celles d'autres organisations internationales, de certains États Membres et du secteur privé, à une analyse des dépenses de voyage à New York et à Genève et à une réflexion sur la possibilité de recourir à un prestataire externe pour acquérir les billets d'avion en échange de

points de fidélité. À la lumière des résultats de l'étude, le rapport conclut que la mise en place d'un programme de récupération des points de fidélité à l'échelle de l'institution ne serait pas rentable, puisqu'aucune économie ne serait réalisée.

4. En ce qui concerne la planification des voyages, le Secrétaire général a instauré un processus visant à ce que toutes les dispositions relatives aux voyages soient prises 16 jours à l'avance. Cette mesure devrait permettre à l'Organisation d'acheter à l'avance davantage de billets à bas coût. Un système de réservation en ligne entrera en vigueur en avril 2012, bien qu'il permette d'effectuer uniquement certaines réservations; la plupart de celles-ci nécessiteront toujours l'intervention d'agents de voyage qualifiés.

5. Au chapitre des conditions de voyage en avion, le Secrétaire général recommande qu'il soit demandé à tous les consultants, sous-traitants et participants aux réunions de voyager en classe économique, à l'exception des membres des comités et des groupes. De plus, il convient de mettre fin au versement d'une indemnité journalière de subsistance pour le temps passé en avion. Quant aux options autres que le voyage en avion, le Secrétaire général demande que les directeurs de programmes certifient que la possibilité de s'entretenir par d'autres moyens, comme la vidéoconférence, a été examinée. Il importe également de prendre en compte les facteurs environnementaux dans le choix du mode de transport, sans que cela n'accroisse les coûts. Il faut envisager, autant que faire se peut, des solutions de remplacement qui contribueraient à une réduction des émissions de gaz à effet de serre, comme les voyages en train.

6. La politique actuelle doit être modifiée, pour donner la priorité à l'itinéraire le plus économique plutôt qu'à l'itinéraire le plus direct et le plus économique, à moins que cela n'allonge démesurément le temps de voyage. L'objectif est de tirer parti des alliances entre compagnies aériennes. Lorsque le voyage en mission est combiné avec le congé dans les foyers, il est recommandé de choisir la classe économique pour la totalité du voyage.

7. Le Secrétaire général conseille de rendre plus strictes les conditions dans lesquelles le voyage en classe affaires est autorisé: la classe de voyage doit être déterminée séparément pour chaque tronçon du voyage en avion, à moins que le voyage jusqu'à la destination finale ne soit repris ou poursuivi le même

jour. D'autre part, le délai de correspondance maximum qui peut être pris en compte pour le calcul de la durée totale d'un voyage et qui est actuellement de quatre heures, doit être ramené à deux heures. Il est recommandé que les arrêts intermédiaires à des fins de repos après 16 heures de voyage soient supprimés.

8. La classe normale de voyage par avion sera la classe économique pour tout déplacement lié à la politique de formation et de perfectionnement du personnel, quelle que soit la durée du vol. Le personnel sera également encouragé à choisir le déclassement volontaire, dans la mesure du possible, de la classe affaires à la classe économique « premium » ou à la classe économique. Par ailleurs, il est recommandé, au cas où les fonctionnaires choisissent de percevoir le montant forfaitaire pour leurs déplacements à l'occasion du congé dans leur foyer ou d'une visite familiale, qu'ils renoncent aux délais de route, autrement dit, la durée du voyage non considérée comme faisant partie du congé annuel. Dans un souci de simplification des procédures administratives, l'Assemblée générale est invitée à donner son agrément pour que cette offre soit étendue aux voyages lors de l'engagement initial, du changement de lieu d'affectation et de l'affectation.

9. Pour ce qui est de la coordination entre les organismes des Nations Unies en matière de voyages en avion, le Réseau interinstitutions de négociation des conditions tarifaires pour les voyages, dont fait partie le Secrétariat, a étudié la possibilité de mettre en place des accords à l'échelle mondiale avec des compagnies aériennes et a conclu que de tels accords finalement n'étaient pas avantageux financièrement. Ceci étant, des organismes de l'ONU dans certains lieux d'affectation, dont New York et Genève, ont pu, en regroupant leurs achats, obtenir des réductions de la part des compagnies aériennes. On a constaté que les tarifs négociés pour des voyages au départ d'Amérique du Nord ou d'Europe sont valables pour l'un ou l'autre des points de départ et effectivement pour de nombreuses autres destinations. Cela représente donc, de fait, des réductions à l'échelle mondiale.

10. En réponse à la demande exprimée par l'Assemblée générale, au paragraphe 2 a) de l'annexe à la résolution 65/268, préconisant l'établissement d'un mécanisme qui permettrait d'assurer le suivi de toutes les dépenses liées aux voyages par avion, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité s'est penché sur la question. Le module

voyages d'Umoja a été conçu pour remplir cette fonction. Comme décrit dans le troisième rapport d'étape du secrétaire général sur le projet d'introduction du progiciel de gestion intégrée Umoja (A/66/381), l'application totale d'Umoja est prévue pour 2015. Le module voyages est l'un des éléments les plus importants de la seconde phase de mise en œuvre, appelée « Umoja Extension », et sera introduit en 2014.

11. Évoquant la question de la délégation de pouvoir concernant l'octroi de dérogations aux conditions de voyage en avion, l'orateur rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 42/214, a donné au Secrétaire général la possibilité d'autoriser les voyages en première classe au cas par cas. Ce pouvoir discrétionnaire est délégué au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion et prévoit l'examen des cas où : les raisons médicales exigent que l'intéressé voyage dans des conditions de confort dont il ne peut disposer dans la classe de voyage à laquelle il a normalement droit; la classe dans laquelle le voyage aurait dû normalement s'effectuer n'est pas disponible; le voyage est considéré comme pénible; l'intéressé est une personne éminente, par exemple un chef d'État ou de gouvernement; ou l'intéressé est considéré être une haute personnalité internationale à même d'offrir ses services à titre gracieux à l'Organisation. L'Administration a jugé ces procédures satisfaisantes et n'a donc proposé aucune modification.

12. **M. Kelapile** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/739), dit que celui-ci renferme des observations générales et des remarques ponctuelles sur chacune des propositions du Secrétaire général. Le Comité consultatif insiste sur le fait que les ressources allouées pour les voyages autorisés doivent être utilisées de façon judicieuse. Avant que soit autorisé un voyage effectué pour les besoins du services, il convient d'en évaluer le rapport coût-efficacité et les répercussions éventuelles sur la productivité.

13. Le Comité consultatif n'est pas pleinement satisfait de la qualité du rapport du Secrétaire général, qui aurait dû fournir des informations sur l'incidence des mesures proposées en termes de réduction des coûts, les répercussions potentielles sur la productivité du personnel, les heures de travail perdues ou gagnées et l'efficacité de l'exécution des mandats. À cet égard, le Comité suggère que pour toute mesure appliquée, le

Secrétaire général soit prié de donner ce type d'information dans un rapport initial qui sera présenté à l'Assemblée générale, à sa soixante-septième session, et ensuite dans des rapports réguliers. En raison de l'insuffisance des renseignements contenus dans le rapport du Secrétaire général, le Comité consultatif a demandé un substantiel complément d'information de manière à évaluer le bien-fondé de chaque mesure; ces informations se retrouvent dans son rapport et ont été prises en considération dans les conclusions et recommandations qu'il a formulées.

14. Le Comité consultatif a noté que le suivi de toutes les dépenses liées aux voyages par avion dépend de l'entrée en service d'Umoja, en particulier de son module voyages, qui sera mis en exploitation en 2014. Il examinera de nouveau la question de la délégation de pouvoir relative à l'octroi de dérogations autorisant les voyages en première classe dans le cadre du rapport biennal du Secrétaire général sur les conditions de voyage en avion. Quant aux achats, il propose que le Secrétaire général soit prié de rechercher d'autres solutions financièrement intéressantes en ce qui concerne les voyages en avion, compte tenu notamment des enseignements tirés de l'expérience d'autres organisations. Le Comité consultatif indique que, conformément à la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/268, le Bureau des services de contrôle interne procédera à un audit complet de toutes les activités touchant les voyages en avion et les pratiques y afférentes, à partir de février 2012.

15. Le Comité consultatif a soulevé la question de l'interdépendance avec d'autres entités et personnels, soulignant la nécessité de prendre l'avis d'autres organismes des Nations Unies qui pourraient être touchés par les mesures qui seront adoptées. Il a également rappelé l'importance que prête l'Assemblée générale à un dialogue constructif entre les agents et l'Administration et veut croire qu'il sera donné suite à cette demande.

16. **M. Benmehidi** (Algérie), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe a pris acte du rapport du Secrétaire général et examinera ses recommandations. La publication tardive du rapport du Comité consultatif est un sujet de préoccupation, car les délégations n'ont pas été en mesure d'étudier attentivement les problèmes à traiter. Les règles de l'Organisation en matière de voyage en avion sont liées à l'exécution de ses missions, et

doivent être en permanence, et toujours plus, guidées par le principe de responsabilité. Des efforts supplémentaires pourraient être faits pour harmoniser les pratiques relatives aux voyages par avion dans l'ensemble du système des Nations Unies. Le Groupe espère bien que la discussion du problème sera fructueuse, et rappelle que la définition des politiques relève exclusivement de l'Assemblée générale.

17. **M. Lieberman** (États-Unis d'Amérique) dit que la discussion des politiques en matière de voyages aériens est l'occasion de faire avancer certaines tranches importantes du programme de réformes, objectif qui devrait être partagé par tous ceux qui en fin de compte cherchent à renforcer l'Organisation. Dans leurs rapports, tant le Secrétaire général que le Comité consultatif ont mis en avant l'utilisation judicieuse des ressources allouées aux voyages effectués pour les besoins du service. L'intervenant félicite le Secrétaire général pour l'esprit d'initiative dont il fait preuve en émettant des recommandations pour mieux gérer les dépenses liées aux voyages en avion, qui s'élèvent à 73 millions de dollars. Les mesures qui figurent dans le rapport devraient être mises en œuvre le plus tôt possible. Il serait bon que le personnel des Nations Unies et des États Membres donne l'exemple à un moment où tant de gens dans le monde font face à des difficultés économiques.

18. La délégation des États-Unis pense qu'il faudrait utiliser plus largement la technologie pour organiser des réunions sans avoir à supporter les dépenses élevées occasionnées par les voyages en avion, même si elle reconnaît également que la technologie ne peut pas remplacer toutes les rencontres directes, qui apportent une valeur ajoutée. Cependant, lorsque les voyages sont inévitables, il importe d'utiliser avec plus de discernement et de rigueur les ressources limitées que l'Organisation alloue aux voyages.

19. Le rapport du Secrétaire général a révélé un certain nombre de faits dérangeants qui montrent clairement qu'il est impératif d'uniformiser les conditions de voyage par avion de l'ONU et celles des États Membres. Selon le rapport, chaque réservation subit de trois à cinq modifications avant l'émission d'un billet, et les indemnités journalières de subsistance sont versées aux fonctionnaires des Nations Unies même pendant le vol. Ce sont seulement deux exemples particulièrement choquants de pratiques injustifiables qu'il faut absolument changer. Par ailleurs, il faut mettre un terme aux voyages abusifs,

coûteux et inutiles en classe affaires et en première classe, ce qui permettra à l'Organisation de répondre à moindre coût à ses besoins au titre des frais de voyages. Les États Membres aussi doivent faire preuve de sens des responsabilités dans leur usage des ressources allouées par les Nations Unies aux voyages en mission. Il est indispensable de passer au crible des pratiques comme le versement aux représentants des États Membres d'une indemnité journalière de 40 % supérieure à l'indemnité normale.

20. La délégation des États-Unis expriment les mêmes craintes que le Comité consultatif au sujet de l'absence de données transparentes sur les voyages en avion à l'échelle du système. Pour porter les économies à un niveau aussi élevé que possible, il faut une appréciation complète des gaspillages et abus qui se reproduisent régulièrement dans tout le système des Nations Unies. S'il est encourageant de recevoir l'assurance qu'Umoja sera opérationnel en 2015, il convient d'exhorter le Secrétaire général à trouver des moyens d'assurer le suivi des dépenses globales en attendant.

21. **M^{me} Sohn** Sung-Youn (République de Corée), rappelant les nombreux appels lancés par la Commission en faveur d'une utilisation rationnelle des ressources en période de crise, dit que sa délégation souscrit aux recommandations du Secrétaire général relatives aux voyages en avion, qui sont en accord avec son invitation à « faire plus avec moins » dans le cadre de la réforme des Nations Unies. En particulier, sa délégation se réjouit des propositions consistant à faire de la classe économique la classe normale pour les consultants, les sous-traitants et les participants à des stages, indépendamment de la durée du vol; à mettre fin au versement de l'indemnité journalière de subsistance correspondant à la nuit passée en avion; et à encourager les fonctionnaires à ne pas utiliser pour leurs déplacements privés les points de fidélité accumulés à l'occasion de leurs voyages en mission. Il n'en reste pas moins que les initiatives destinées à réduire les dépenses de voyages en avion ne doivent pas nuire à la productivité, ni à l'efficacité et au moral des agents des Nations Unies. Il faut adopter une méthode équilibrée qui soit acceptée par les fonctionnaires aussi bien que les États Membres.

22. Comme l'a fait observer le Comité consultatif, il importe que le rapport du Secrétaire général comporte davantage de renseignements, notamment une analyse plus détaillée des économies réalisées, des

conséquences sur la productivité et la véritable exécution des mandats résultant des mesures proposées, afin de permettre aux États Membres de prendre des décisions. En outre, il conviendrait d'étudier plus avant les pratiques ainsi que les normes en matière de voyages par avion appliquées par des organisations internationales similaires et des États Membres représentatifs de niveaux de développement économique différents.

23. **M. Onuma** (Japon) dit que les efforts déployés par le Secrétariat pour utiliser de manière plus efficace et rationnelle les ressources allouées aux voyages par avion sont louables. Les mesures proposées dans le rapport du Secrétaire général sont un pas dans la bonne direction. La délégation du Japon salue la proposition de modifier les conditions qui s'appliquent à l'octroi de voyages en première classe et désirerait connaître les mesures supplémentaires qui pourraient être prises à ce sujet. Certes une étude approfondie a été réalisée à propos de la possibilité de mettre en place un programme officiel, mais l'orateur souhaite des précisions sur la mise en pratique d'une telle mesure. Le Japon est prêt à partager son expérience concernant les questions liées aux voyages qui sont en discussion.

24. **M. Sach** (Administrateur chargé du Département de la gestion) dit qu'il apprécie le soutien du Comité consultatif aux propositions qui figurent dans le rapport du Secrétaire général et explicitera tous les problèmes techniques en suspens au cours des échanges de vues informels. Le Département de la gestion se tient à disposition pour mettre en route les mesures qui sont approuvées.

25. **M. Kelapile** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), en réponse aux observations formulées par le représentant de l'Algérie au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Comité consultatif attache beaucoup d'importance à la mise à disposition en temps voulu de ses rapports, mais estime également qu'il est primordial de présenter des informations suffisantes pour aider réellement les États Membres dans leur prise de décisions. Il se peut que le Comité consultatif ait eu besoin de plus de temps pour recueillir les informations requises pour le rapport considéré, mais il ne perdra pas de vue la nécessité de présenter ses rapports dans les meilleurs délais.

La séance est levée à 10 h 40.